

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
1^{er} novembre 2022
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 3^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 octobre 2022, à 15 heures

Présidence : M. Kridelka (Belgique)
*Vice-Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Bachar Bong

Sommaire

Déclaration du Président de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 148 de l'ordre du jour : Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 10.

Déclaration du Président de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale

1. **M. Kőrösi** (Président de l'Assemblée générale) dit que, dans une analogie où les grandes commissions de l'Assemblée générale représentent les organes et autres parties du corps humain, la Cinquième Commission est l'un des organes vitaux, représentant le cœur ou les poumons. Le budget d'une organisation est plus qu'une série de chiffres sur une page ; il incarne les valeurs de l'organisation. La Cinquième Commission veille à ce que l'Organisation des Nations Unies dispose des ressources nécessaires pour faire face aux défis multiples et interdépendants auxquels est confrontée la communauté internationale, dont la crise climatique, l'instabilité politique et les conflits mondiaux apparemment insolubles. La Commission joue également un rôle essentiel dans la préservation de la réputation et de la crédibilité de l'Organisation en veillant à ce que ses finances soient gérées de manière responsable, transparente, efficace et efficiente.

2. La Commission ne doit pas laisser l'atmosphère actuelle de politisation extrême et de profonde division entraver son travail. Elle doit au contraire rechercher le consensus et surmonter les divergences, en s'appuyant sur les points d'accord afin de renforcer la solidarité et la confiance et de trouver des solutions durables au bénéfice des personnes que l'Organisation sert. En évaluant les réformes du cycle budgétaire entreprises par le Secrétaire général à la fin de la période d'essai de trois ans du budget annuel, la Commission doit essayer de transcender la politique, sans jamais perdre de vue son objectif de rendre l'Organisation plus efficace, plus pertinente et plus performante. Les décisions prises à la soixante-dix-septième session auront un impact à long terme sur la manière dont le Secrétariat gère les budgets de l'Organisation et en rend compte. La Commission doit donc s'attacher à prendre des décisions qui, à terme, amélioreront la gestion de l'Organisation et se traduiront par des résultats concrets. Compte tenu des crises urgentes et multiformes auxquelles l'Organisation est confrontée dans le monde entier, la Commission devrait achever ses travaux dans les meilleurs délais.

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/C.5/77/L.2)

Projet de résolution A/C.5/77/L.2 : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses

de l'Organisation des Nations Unies : demandes présentées au titre de l'Article 19 de la Charte

3. *Le projet de résolution A/C.5/77/L.2 est adopté.*

4. **M. Alyakin** (Fédération de Russie) dit que, dans sa résolution 76/238, l'Assemblée générale a réaffirmé que le Comité des contributions est un organe technique. Ce Comité doit travailler strictement sur la base de données fiables, vérifiables et comparables. Malheureusement, aux paragraphes 101, 102 et 107 de son rapport sur sa quatre-vingt-deuxième session (A/77/11), le Comité des contributions fait des références politiques à la guerre en Ukraine et à ses répercussions sur les problèmes économiques rencontrés par les Comores et Sao Tomé-et-Principe, sans fournir d'informations complètes sur les raisons qui ont obligé la Fédération de Russie à lancer une opération militaire spéciale en Ukraine ou sur les conséquences dévastatrices des sanctions unilatérales illégales sur les économies des pays en développement. La délégation russe rejette les références à la guerre et à ses conséquences économiques figurant dans ce rapport. Les efforts faits aux paragraphes 101, 102 et 107 pour expliquer la situation financière précaire des États ayant des arriérés par les circonstances actuelles en Ukraine sont pour le moins ridicules. Les difficultés économiques qui ont conduit à l'accumulation d'arriérés par ces États sont de nature systémique et sont apparues bien avant le début de l'opération militaire spéciale. Si la Fédération de Russie n'est pas opposée au rétablissement du droit de vote aux Comores, à la Somalie et à Sao Tomé-et-Principe, la politisation des travaux du Comité des contributions est inacceptable, et la délégation russe se dissocie des paragraphes 101, 102 et 107 du rapport.

Point 148 de l'ordre du jour : Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne [A/77/278 (Part I) et A/77/278 (Part I)/Add.1]

Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (A/77/273)

5. **M. Swanson** (Sous-Secrétaire général, Bureau des services de contrôle interne), présentant le rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), à l'exclusion des activités se rapportant aux opérations de paix, pour la période allant du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022 (A/77/278 (Part I) et A/77/278 (Part I)/Add.1), dit que, pendant la période considérée, le BSCI a publié 241 rapports sur des activités ne se rapportant pas aux opérations de maintien de la paix, dont 16 à l'intention de l'Assemblée générale. Ces rapports comportent 514 recommandations visant à

renforcer la gestion des risques, la gouvernance et les opérations, dont l'était considérée comme d'importance critique. L'additif au rapport (A/77/278 (Part I)/Add.1) contient une analyse de la mise en œuvre des recommandations du BSCI. Au cours de la période considérée, le BSCI a publié près de 30 % de rapports et 23 % de recommandations de plus que l'année précédente, ce qui montre qu'il continue de s'adapter à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et poursuit son relèvement. Le BSCI aligne ses activités sur les dispositifs de gestion du risque institutionnel du Secrétariat et d'autres entités et se concentre sur les domaines présentant un risque plus élevé pour la gestion stratégique, la gouvernance et les opérations de l'Organisation, grâce à un plan de travail spécialement conçu à cet effet, dans lequel la priorité est accordée à la mise œuvre des réformes, aux achats et à la chaîne d'approvisionnement, aux missions en phase de transition et à la culture institutionnelle, y compris la gestion du risque d'inconduite, comme l'inconduite sexuelle et les représailles, en menant des enquêtes.

6. Au total, 776 recommandations ont été classées pendant la période considérée. En tenant compte des nouvelles recommandations formulées par le BSCI, 1043 recommandations restaient en suspens au 30 juin 2022. Sur ce total, près de la moitié est en suspens depuis moins de 12 mois et environ un quart l'est depuis 12 à 24 mois. Les 281 recommandations restantes datent de plus de 24 mois. Le BSCI a continué à collaborer avec les équipes de direction pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations en suspens depuis plus de 24 mois ou des recommandations pour lesquelles les dates cibles ont été dépassées de plus de 12 mois (appelées « recommandations en souffrance depuis longtemps »), et pour convenir des mesures à prendre pour assurer leur mise en œuvre. Il s'agissait de faire en sorte qu'il soit donné suite en temps voulu à ses recommandations afin que les lacunes en matière de contrôle interne soient comblées dans les meilleurs délais et que les possibilités d'amélioration de la performance soient rapidement exploitées. Les tendances à long terme montrent que plus de 90 % des recommandations du BSCI finissent par être mises en œuvre.

7. Pour déterminer le caractère critique des recommandations, le BSCI utilise les critères de notation définis dans le cadre de gestion du risque institutionnel du Secrétariat pour mesurer l'impact potentiel et la probabilité des risques que les recommandations sont censées traiter, ainsi que l'efficacité des contrôles pertinents pour ce qui est d'atténuer ces risques. Il entend ainsi aider le Secrétariat et les autres organisations à appliquer ses

recommandations aux fins du classement des risques identifiés dans le cadre de ses activités de contrôle et de la lutte contre ceux-ci. Au cours de la période considérée, le BSCI a formulé une recommandation critique concernant la gestion financière et les services bancaires. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité prend des mesures pour mettre en œuvre cette recommandation, qui est la seule recommandation critique du BSCI à ne pas avoir été mise en œuvre.

8. La Division de l'audit interne a continué de veiller à ce que ses activités restent axées sur les domaines présentant les risques les plus élevés et la plus grande valeur potentielle, et elle a continué d'intégrer ses processus de planification fondés sur les risques dans le cadre de gestion du risque institutionnel de l'Organisation, qui gagne en maturité. Par exemple, pour garantir une approche globale des risques liés aux achats, la Division a commencé à élaborer une stratégie d'audit des achats, axée sur les produits et les contrats à haut risque, les risques de fraude liés aux achats et les questions transversales liées à la gestion des achats. La stratégie s'appuie sur une analyse approfondie des données relatives aux achats du Secrétariat, ainsi que sur les enseignements tirés des enquêtes du BSCI sur la fraude en matière d'achats.

9. La Division de l'audit interne a formulé 513 recommandations d'audit, dont 366 à l'intention d'entités non liées aux opérations de paix. Environ la moitié des recommandations formulées à l'intention d'entités qui n'étaient pas liées aux opérations de paix avaient vocation à améliorer la gestion des programmes, notamment la planification, la budgétisation, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets et des activités relatives aux programmes. Parmi les autres domaines d'attention fréquente figuraient les technologies de l'information, la gestion des données et la gestion financière. Conformément à sa stratégie d'appui à la réforme de la gestion, le BSCI a continué à formuler un grand nombre de recommandations visant à renforcer les fonctions centralisées et opérationnelles qui permettent d'identifier les risques institutionnels, d'y répondre et d'assurer le suivi de la performance à l'échelle de l'Organisation et d'en rendre compte – la deuxième ligne de défense dans le système de gestion des risques et de contrôle du Secrétariat – grâce à des améliorations de la gestion des risques, de la planification stratégique et de la gestion de la performance.

10. La Division de l'inspection et de l'évaluation a continué d'appliquer une nouvelle approche en matière d'évaluation, en donnant la priorité à l'évaluation des résultats obtenus par les sous-programmes du pilier

Développement durable. Elle a réalisé ces évaluations pour quatre commissions régionales. Elle a également réalisé huit examens triennaux obligatoires de la mise en œuvre des recommandations découlant des évaluations du BSCI menées en 2019. Dans l'ensemble, la Division a déterminé que 39 des 41 recommandations examinées, soit 95 %, ont été mises en œuvre, les deux autres étant en cours d'application. La Division a également continué de collaborer avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour fournir un appui stratégique en matière d'évaluation au Secrétariat, notamment en proposant des ateliers de familiarisation, des consultations et des conseils aux entités sur l'application de la nouvelle instruction administrative intitulée « Évaluation au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » ([ST/AI/2021/3](#)), en élaborant et en lançant une plateforme de gestion des connaissances en matière d'évaluation du BSCI et en contribuant à l'élaboration d'un cours de formation sur l'évaluation de l'École des cadres du système des Nations Unies. Les ressources supplémentaires fournies à la Division au cours de la période considérée permettront au BSCI de continuer à renforcer la capacité d'évaluation du Secrétariat, en facilitant l'utilisation par les gestionnaires de programmes des résultats d'évaluation pour étayer la planification des programmes et en renforçant l'apprentissage et le principe de responsabilité dans les départements et les bureaux afin qu'ils obtiennent les résultats prévus de leurs programmes de travail.

11. Au total, 632 affaires non liées au maintien de la paix ont été signalées au BSCI au cours de la période considérée, dont 147 ont fait l'objet d'une enquête de la Division des investigations et 71 sont toujours en cours d'examen. La Division a publié 65 rapports d'enquête, 71 avis de clôture et 20 rapports consultatifs, chiffres qui représentent une augmentation notable par rapport à l'année précédente. Les effets de la pandémie sont restés évidents à la fin de la période considérée, les enquêtes prenant en moyenne 12 mois, un renversement de la tendance d'avant la pandémie vers des délais d'achèvement moyens plus courts. Toutefois, la levée progressive des restrictions liées à la pandémie a entraîné une augmentation du nombre d'entretiens et de la collecte de preuves en personne, et le délai moyen d'achèvement des enquêtes est passé sous la barre des 12 mois depuis la fin de la période couverte par le rapport, s'établissant à environ 10,5 mois. La durée des enquêtes sur le harcèlement sexuel a également diminué d'environ un mois. Ces enquêtes continuent d'être prioritaires et, à la fin de la période considérée, il fallait en moyenne 9,3 mois pour les mener à bien.

12. Les experts indépendants engagés par le BSCI pour effectuer une évaluation externe de la qualité de la Division des investigations achèveront bientôt l'élaboration de leur rapport sur les résultats de l'évaluation. Une fois terminé, le rapport sera communiqué au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA). D'ici la fin de l'année, le BSCI entreprendra un examen similaire de la Division de l'audit interne, qui sera suivi d'examens de la Division de l'inspection et de l'évaluation et du BSCI dans son ensemble. Ces examens serviront de base à l'examen des fonctions et des procédures du BSCI que l'Assemblée générale doit effectuer à sa soixante-dix-neuvième session.

13. Le BSCI s'est livré à une coopération efficace et aucun obstacle n'a indûment limité sa marge de manœuvre ou son indépendance. Le CCIQA et les comités d'audit du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ont continué de fournir conseils et meilleures pratiques en vue de renforcer les travaux du BSCI. Le BSCI s'est par ailleurs étroitement coordonné avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection afin d'accroître les effets de synergie et les gains d'efficacité dans l'exécution de leurs mandats respectifs. Le Sous-Secrétaire général remercie la direction et le personnel du Secrétariat ainsi que les États Membres de leur soutien.

14. **M^{me} St. Laurent** (Présidente du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit), présentant le rapport sur les activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour la période allant du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022 ([A/77/273](#)), dit que le CCIQA a examiné l'évolution des taux d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, du BSCI et du Corps commun d'inspection. Le taux d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour les entités relevant du Secrétariat reste inférieur à celui des entités ne relevant pas du Secrétariat. Certaines améliorations ont néanmoins été apportées et la direction devrait poursuivre ces progrès. Le comité de gestion a joué un rôle important en veillant à l'application des recommandations des organes de contrôle et devrait accorder une attention particulière à l'application des recommandations du BSCI, en particulier les recommandations les plus anciennes, dont certaines sont en suspens depuis 2015. Étant donné les difficultés rencontrées en ce qui concerne l'acceptation et la mise en œuvre des recommandations du Corps commun d'inspection, les parties prenantes

devraient poursuivre le dialogue afin d'améliorer le processus de mise en œuvre.

15. La direction a fait des progrès en matière de gestion du risque institutionnel et d'atténuation des risques auxquels l'Organisation est confrontée, notamment en achevant récemment l'élaboration du manuel de sensibilisation à la fraude et à la corruption. La direction a également élaboré des plans de traitement des risques pour certaines entités et certains risques critiques. Toutefois, trois domaines de risque critiques, à savoir les partenaires d'exécution, la stratégie et l'infrastructure des technologies de l'information et des communications et la cybersécurité, méritent une attention supplémentaire. La direction devrait donc mettre à jour les plans d'atténuation des risques pour ces domaines afin de donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du BSCI.

16. Le BSCI réalise des audits pour traiter de nombreux risques institutionnels importants. Le CCIQA a examiné les recommandations du BSCI relatives aux partenaires d'exécution, notamment le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, et a appris que le BSCI avait réalisé deux audits, l'un en 2017 et l'autre en 2019, sur le contrôle par le Service de la lutte antiterroriste de son partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Toutefois, plusieurs recommandations importantes du BSCI n'avaient pas été entièrement mises en œuvre par la direction au moment de l'examen. La direction devrait mettre en œuvre ces recommandations et d'autres dans les meilleurs délais afin d'atténuer les risques critiques auxquels l'Organisation est confrontée.

17. Alors que la charge de travail de la Division des investigations a augmenté d'environ 300 % au cours des huit dernières années, les effectifs n'ont augmenté que d'environ 10 %. Certains indicateurs clés de performance, tels que l'âge moyen et le temps de traitement des dossiers, se sont légèrement améliorés, ce qui est louable compte tenu de la forte augmentation du nombre de dossiers et de la faible augmentation des effectifs. Toutefois, le délai moyen d'achèvement des enquêtes reste relativement long, à environ 12 mois, malgré une légère baisse depuis la fin de la période considérée, et le CCIQA s'inquiète de la pression à laquelle sont soumis les enquêteurs, qui doivent gérer une charge de travail en constante augmentation. Sans préjuger des résultats de l'évaluation externe en cours de la Division des investigations, le BSCI devrait examiner les besoins en ressources de la Division et élaborer un plan visant à réduire davantage le temps moyen nécessaire pour mener à bien les enquêtes et gérer les renvois. En ce qui concerne l'information financière, bien que les engagements au titre des

avantages du personnel aient diminué en pourcentage du total des engagements pour les opérations de l'ONU, comme indiqué dans le volume I des rapports du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session (A/77/5 (Vol. I)), les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service restent un risque important, et l'Assemblée souhaitera peut-être réexaminer la question lors de ses prochaines sessions.

18. **M. Durrani** (Pakistan), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que le Groupe se félicite des activités de planification menées par le BSCI, axées sur des domaines critiques tels que la mise en œuvre des réformes, les achats et la chaîne d'approvisionnement, les missions en transition et la culture institutionnelle. La mise en œuvre des réformes et le renforcement du contrôle interne de l'Organisation sont indissociables. Le BSCI joue un rôle essentiel dans l'amélioration des contrôles internes, de la gouvernance des risques, de la responsabilité et de l'efficacité et de l'efficacité institutionnelles. Le Groupe soutient l'indépendance opérationnelle du BSCI, conformément à la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale, ainsi que les efforts déployés par le BSCI pour mener à bien ses travaux conformément aux normes les plus élevées de professionnalisme et d'efficacité.

19. Le Groupe se félicite des efforts constants déployés par le BSCI et d'autres entités de contrôle, dont le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection, pour se coordonner afin de réduire les chevauchements et les doubles emplois en matière de contrôle, et encourage le renforcement de cette coordination. Les entités compétentes des Nations Unies devraient coopérer pleinement avec le BSCI dans l'exercice de ses responsabilités, et le Secrétaire général devrait rendre compte en permanence de tout obstacle au travail du BSCI et empêcher que de tels obstacles ne surgissent.

20. Le Groupe note que, bien que le nombre total de rapports publiés par le BSCI ait augmenté de 30 %, le nombre total de recommandations du BSCI a légèrement baissé, y compris celles formulées à l'intention des missions de maintien de la paix. Il note également que le BSCI a clôturé 776 recommandations et que le nombre de recommandations critiques a été réduit à 1. Il est néanmoins alarmant de constater que le taux de recommandations jugées importantes est passé à 99,8 %. Toutefois, le Groupe se félicite que la mise en œuvre de certaines recommandations relatives aux pertes et gaspillages de ressources ait permis de réaliser des économies de 0,1 million de dollars.

21. Le Groupe salue le travail accompli par la Division d'audit interne, notamment en ce qui concerne le renforcement de la deuxième ligne de défense du système de gestion des risques et de contrôle du Secrétariat face aux réformes et la mise en place du cadre de délégation de pouvoirs. Le Groupe salue également le travail accompli par la Division de l'inspection et de l'évaluation et s'efforcera de faire en sorte que son travail couvre davantage de sous-programmes du Secrétariat. En ce qui concerne la Division des investigations, le Groupe soutient les efforts en cours visant à réduire le temps moyen nécessaire pour mener à terme une enquête, y compris l'examen de bout en bout du processus d'enquête. Le Groupe soutient également le rôle joué par le BSCI dans l'application de la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de tous les actes de corruption, de fraude et d'inconduite.

22. Le Groupe se félicite des conseils spécialisés et de l'assistance fournis par le CCIQA, dont les commentaires, les observations et les recommandations visaient à assurer la conformité avec les recommandations d'audit et de contrôle et l'efficacité globale des procédures de gestion des risques dans les systèmes de contrôle interne de l'Organisation. Le Groupe note que le CCIQA a publié trois rapports au cours de la période considérée ([A/76/270](#), [A/76/720](#) et [A/77/85](#)). Il se félicite de l'amélioration des taux d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, dont les plus notables ont été observés dans les missions de maintien de la paix (augmentation de 35 % à 60 %), dans le Programme des Nations Unies pour l'environnement (augmentation de 42 % à 68 %) et dans le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (augmentation de 5 % à 40 %). Le Groupe se félicite également de la mise au point finale du manuel de sensibilisation à la fraude et à la corruption, qui sera utile pour faire face aux risques de fraude et de corruption.

23. **M^{me} Schmid** (Suisse), s'exprimant également au nom du Liechtenstein, dit que les deux délégations souhaitent voir une Organisation des Nations Unies forte, efficace et efficiente et que le BSCI est essentiel à la bonne gouvernance et au bon fonctionnement de l'Organisation. Une fonction de contrôle interne solide au sein du Secrétariat est essentielle à la transparence, à la responsabilité et à la bonne exécution des mandats, ce qui est l'objectif de la réforme de la gestion du Secrétaire général.

24. Le BSCI est essentiel pour lutter contre la violation des normes éthiques et les formes d'inconduite telles que les représailles, la discrimination,

l'exploitation et les atteintes sexuelles et le harcèlement sexuel, qui entraînent tous des souffrances et un environnement de travail malsain et inefficace. L'augmentation considérable du nombre d'enquêtes menées par le BSCI au cours des dernières années montre l'importance du Bureau et la confiance dont il jouit en tant que mécanisme central de réception des plaintes pour faute professionnelle. Le BSCI doit recevoir les ressources nécessaires pour relever ce défi et doit mener ses enquêtes en appliquant une approche centrée sur la victime et des réponses spécialisées.

25. Le BSCI est essentiel au renforcement de la responsabilité à tous les niveaux. Les recommandations du BSCI et du CCIQA doivent être mises en œuvre dans les délais prescrits, car elles sont importantes pour l'amélioration continue de la gouvernance et du fonctionnement de l'Organisation; il faut donc identifier et lever les obstacles à leur mise en œuvre. L'obligation de rendre compte est un élément clé des réformes de l'ONU, y compris les réformes du cadre de délégation de pouvoirs et d'autres domaines de la gestion.

26. Le BSCI doit conserver un degré approprié d'indépendance réelle et apparente par rapport à la direction de l'ONU et des fonds et programmes, et il doit être en mesure de mener les activités qui lui sont confiées de manière impartiale et objective. La Suisse et le Liechtenstein se félicitent de la collaboration entre le BSCI et d'autres entités du système des Nations Unies et de la coordination entre le BSCI, le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection en vue d'exploiter les synergies et d'accroître l'efficacité.

La séance est levée à 15 h 50.